

CONTRIBUTION GAIGI — DIALOGUE MONDIAL SUR LA GOUVERNANCE DE L'IA

Soumissionnaire : Axel Mazolo, Chairman and Executive Director

Organisation : Geneva AI Governance Institute (GAIGI)

Email : infi@gaigi.ch | Site : www.gaigi.org

Catégorie : Communauté technique | Région : Europe de l'Ouest et autres États

Date : 29 avril 2026

=== PRIORITES ===

Q8. A votre avis, quels resultats feraient du premier Dialogue mondial sur la gouvernance de l'IA une reussite ?

Le succes du premier Dialogue mondial sur la gouvernance de l'IA reposera sur trois resultats concrets et mesurables.

1. Un mandat pour un mecanisme operationnel, pas une declaration. Le Dialogue doit produire un mecanisme international de conformite permettant aux evaluations de conformite conduites dans une juridiction d'etre lues, comprises et potentiellement reconnues dans d'autres, dans le respect plein de la souverainete nationale. Le gap technique entre les cadres EU/US/OCDE/Chine est d'environ 85% d'alignement fonctionnel - le gap politique est plus large que le gap technique. Le Dialogue doit le combler par des livrables verifiables et limites dans le temps.
2. Une infrastructure d'interopabilite comme bien public numerique. Construire une infrastructure open-source maintenue comme bien public, accessible aux PME et aux entreprises des pays en developpement sans couts prohibitifs. Les couts de conformite de 193 000-400 000 USD par juridiction excluent aujourd'hui structurellement les PME et le Sud global d'une economie de services numeriques de 4,64 trillions USD.
3. Une feuille de route d'inclusion structurelle : (i) inclusion des donnees, y compris autochtones et langues sous-representees (15% des donnees africaines numerisees) ; (ii) processus structure entrepreneurs-decideurs ; (iii) calendrier ambitieux avec rapport d'impact avant le prochain cycle.

Trois echecs previsibles a eviter : declarations sans mecanismes, interoperabilite concue par et pour les grandes puissances, decalage entre l'iteration technologique (semaines) et les rythmes multilateraux (annees).

Q9. Priorites selectionnees (max 4)

- Une IA sure, securisee et digne de confiance
- Renforcement des capacites de l'IA
- Compatibilite des approches de gouvernance
- Logiciels open source, donnees ouvertes et modeles d'IA ouverts

Q10. Explication du choix

Ces quatre priorites refletem le constat operationnel etabli lors du Geneva AI Trade Forum (12 fevrier 2026, environ 20 experts gouvernements/OI/secteur prive/Sud global) et formalise dans la proposition technique The Geneva Bridge (GAIGI, fevrier 2026).

Compatibilite des approches de gouvernance (priorite centrale) : la fragmentation reglementaire entre EU AI Act, NIST, cadre chinois, AI Basic Act coreen, AI Strategy japonaise et PL 2338/2023 bresilien n'est pas un obstacle technique mais politique - l'alignement fonctionnel atteint environ 85%. Il faut un mecanisme de traduction (et non d'harmonisation) ancre dans l'Article 6 de l'Accord OTC de l'OMC, fonde sur des equivalences fonctionnelles et une liste d'exclusion souveraine.

IA sure, securisee et digne de confiance : la securite est la condition d'acceptation mutuelle des evaluations de conformite. Les check-points de conformite cyclique alignes sur les obligations de surveillance post-marche (retention des logs, supervision humaine) doivent etre interoperables.

Renforcement des capacites de l'IA : sans capacites, l'interoperabilite reproduit les asymetries existantes. Les couts de conformite (193k-400k USD/jurisdiction pour un systeme a haut risque) eliminent les PME et les acteurs du Sud global. Subvention integrale du niveau 1 pour les PMA et structure de couts calibree PME (1k-100k USD).

Logiciels open source / donnees ouvertes : seul un socle d'infrastructure d'interoperabilite maintenu comme bien public numerique, avec donnees ouvertes representatives (incluant donnees autochtones et langues sous-representees), peut eviter que l'interoperabilite soit concue par et pour les grandes puissances.

Q11. Enjeux transversaux ou emergents non couverts

Oui. Quatre enjeux transversaux meriteraient d'etre explicitement integres au Dialogue.

1. L'IA comme enjeu commercial, pas seulement technologique. L'IA reconfigure les chaines de valeur, l'acces au marche et l'avantage concurrentiel. Le Dialogue de l'ONU doit etre articule avec les travaux de l'OMC (Comite OTC, AFC), de l'UIT et de l'OCDE pour eviter les silos institutionnels. Une dimension commerciale explicite (Article 6 OTC, facilitation des echanges, services numeriques) est indispensable.

2. La divergence en matiere de vie privee comme barriere commerciale negociable. La vie privee n'est pas un concept universel a mise en oeuvre universelle ; les divergences (RGPD, sectoriel americain, cadre chinois, traditions culturelles) constituent un obstacle majeur sous-discute a l'interoperabilite. A traiter comme barriere negociable, pas a reporter a un groupe technique pluriannuel.

3. L'ecart vitesse technologie/regulation. La technologie itere en semaines ; la regulation en annees. Sans procedures fast-track de revue, sans participation industrielle structuree et sans clauses de revue (sunset/evolution), tout resultat sera obsolete avant sa mise en oeuvre.

4. Le deficit structurel entrepreneurs-decideurs. Les fondateurs et PME ne sont pas dans la meme salle que les negociateurs. Un programme d'acceleration multipartite (start-ups, PME, regulateurs) integre au Dialogue, et non en track parallele, est un livrable concret atteignable.

Enjeu sous-jacent : l'asymetrie structurelle entre lieux d'experimentation (Sud global) et lieux de monetisation (Nord) doit etre nommee et corrigees par des engagements verifiables sur les donnees autochtones, le co-design et le transfert de capacites bidirectionnel.

=== IMPACT DE LA GOUVERNANCE DE L'IA ===

Q12. Comment les lacunes en matiere de gouvernance affectent-elles votre pays, region ou secteur ?

Pour la Suisse, Geneve et le tissu international qu'elle abrite, ainsi que pour les partenaires africains et asiatiques avec lesquels GAIGI travaille (notamment au Maroc via APEBI et au Ghana via mPedigree), les lacunes de gouvernance produisent quatre effets concrets.

Defis. (1) Coûts d'entree prohibitifs : mPedigree, plateforme healthtech ghaneenne operant dans 24 pays, supporte 230 000-400 000 USD de couts de conformite de premiere annee pour l'UE, alors que son expansion aux Etats-Unis est viable - la divergence reglementaire, et non la capacite technique, est le determinant. (2) Delais de deploiement : la documentation duplicative ajoute 18-24 mois de time-to-market pour une PME visant l'operation globale. (3) Effet protecteur des incumbents : la fragmentation fonctionne de facto comme une politique qui protege les acteurs etablis et evince les nouveaux entrants, en particulier ceux du Sud global. (4) Choix geopolitiques imposes : les partenaires africains sont sommes de choisir entre les blocs reglementaires, ce qui reduit leur autonomie strategique.

Opportunités. (1) Geneve comme infrastructure neutre : la concentration UIT/OMC/OMS/OMPI permet d'ancrer un mecanisme d'interopabilite (Geneva Bridge) sur l'Article 6 OTC sans renegotiation de traite. (2) Modelisation OMC : avec les bons cadres habilitants, l'IA pourrait ajouter 12-13% au PIB mondial d'ici 2040 ; sans cadre, jusqu'a 4,5% de PIB perdu (modelisation OCDE/OMC). (3) Cas d'usage a fort effet trade-facilitation : scoring douanier IA (-30 a -60% d'inspections), plateformes logistiques (-20 a -30% de temps d'attente portuaire), diagnostics medicaux IA. (4) Validation privée déjà en cours (CCIG Suisse, APEBI Maroc).

=== COOPERATION INTERNATIONALE ===

Q13. Quel role le Dialogue IA peut-il jouer dans la promotion de la cooperation internationale ?

Le Dialogue IA peut jouer trois roles distincts et complementaires en matiere de cooperation internationale.

1. Plateforme de traduction, pas d'harmonisation. Le Dialogue ne doit pas chercher a imposer un cadre unique. Il doit fournir le forum politique ou les juridictions reconnaissent

que des cadres divergents peuvent atteindre des résultats équivalents - l'alignement fonctionnel entre EU AI Act, NIST, cadre chinois, AI Basic Act coréen et AI Strategy japonaise atteint déjà environ 85% sur les exigences cœur (documentation, testing, transparence, gestion des risques). Ce qui manque, c'est le mécanisme de reconnaissance mutuelle, pas le consensus normatif.

2. Pont institutionnel multilatéral. Le Dialogue doit articuler explicitement les travaux de l'ONU avec ceux de l'OMC (Comité OTC, Article 6 ; AFC Article 7.4 risk management), de l'UIT (standardisation), de l'OCDE (principes IA), de l'OMS (cas d'usage santé), et des processus régionaux (UA, ASEAN, UE, Mercosur). Sans cette articulation, les silos institutionnels reproduiront la fragmentation au niveau de la gouvernance globale.

3. Garant d'inclusivité structurelle. Le Dialogue doit imposer que toute infrastructure d'interopérabilité soit co-conçue avec le Sud global dès le départ, et non livrée comme un produit fini. Le mandat onusien donne au Dialogue une légitimité que les forums plurilatéraux n'ont pas pour exiger ce co-design.

Limite à reconnaître : sans mandat opérationnel et livrables vérifiables, le Dialogue produira des principes, pas des mécanismes. Le mandat doit être précis : créer/encourager un mécanisme international de conformité avec des livrables datés.

Q14. Initiatives, partenariats ou mécanismes existants sur lesquels le Dialogue IA devrait s'appuyer

Multilatéral. (1) OMC - Article 6 de l'Accord OTC (reconnaissance volontaire des procédures d'évaluation de la conformité, base de plus de 60 000 notifications OTC depuis 1995) ; Article 7.4 de l'AFC (risk management, déjà utilisé pour le scoring douanier IA). MC14 à Yaoundé (mars 2026) constitue un point de jonction immédiat. (2) UIT - travaux de standardisation, Sector Members. (3) OCDE - Principes IA, OECD.AI, modélisation économique conjointe avec l'OMC. (4) OMS - Accord Pandémie 2025 (Art. 12 PABS, équité d'accès aux diagnostics). (5) Global Dialogue on AI Governance lancé par le SG-ONU (septembre 2025), G20 sous présidence sud-africaine 2025, déclaration UNU (Rector, février 2026).

Régional/national. AU Continental AI Strategy, ASEAN Guide on AI Governance, UE AI Act, NIST AI RMF, AI Basic Act coréen, PL 2338/2023 brésilien.

Privé/société civile. Geneva AI Trade Forum (12 février 2026, Chatham House Rule, environ 20 experts) ; pilotes de validation CCIG (Suisse) et APEBI (Maroc) ; études de cas SME (mPedigree Ghana, 24 pays).

Valeur ajoutée du Dialogue IA. (i) Légitimité onusienne universelle là où WTO/OECD ont des mandats sectoriels ; (ii) capacité à imposer un cadre de co-design Nord-Sud ; (iii) articulation explicite trade-santé-capacités numériques que les forums sectoriels ne peuvent pas produire seuls ; (iv) horizon temporel multi-cycle (2026 Genève, 2027 New York) permettant d'enchaîner mandat, mécanisme, évaluation. GAIGI propose le Geneva Bridge comme mécanisme technique opérationnel à brancher sur ce mandat.

=== PARTICIPATION INCLUSIVE ===

Q15. Recommandations sur le format et la structure du Dialogue IA

1. Trois blocs structurants au lieu d'une plénière unique. (a) Foundation block : taxonomie commune des risques, vocabulaire partagé, définition opérationnelle des bacs à sable, principe de simplicité (LEGO/IKEA - composants modulaires interoperables). (b) Mechanism block : mandat pour un mécanisme international de conformité avec livrables dates, infrastructure d'interopérabilité open-source comme bien public numérique. (c) Inclusion block : feuille de route données (incluant données autochtones), divergence vie privée comme barrière négociable, processus structure entrepreneurs-décideurs.
2. Règle Chatham House pour les sessions de design technique. Démonstré efficace lors du Geneva AI Trade Forum (12 février 2026) : 20 experts, positions non attribuables, convergence rapide sur des constats sensibles. À répliquer pour les sessions de design opérationnel.
3. Validation privée et démonstrations live. Intégrer des démonstrations techniques (crosswalks NIST↔EU AI Act déjà opérationnels) et des proofs-of-concept du secteur privé (CCIG Suisse, APEBI Maroc déjà engagés). Cela ancre la discussion dans le réel et empêche la dérive déclarative.
4. Track multi-cycle. Genève 6-7 juillet 2026 : mandat. New York 2027 : mécanisme et premières évaluations. Rapport d'impact intermédiaire contraignant. Pas de cycle sans livrables vérifiables.
5. Ouverture aux contributions techniques détaillées. Format de contribution permettant l'attachement de propositions techniques opérationnelles (ex. The Geneva Bridge en annexe), pas seulement des positions de principe.

Q16. Voix, communautés ou perspectives sous-représentées

1. PME et entrepreneurs des pays en développement. Les fondateurs et PME ne sont pas dans la même salle que les négociateurs. Les coûts de conformité (193k-400k USD/juridiction) éliminent leur participation au marché global avant même qu'ils puissent demander un siège. Inclusion : programme d'accélération multipartite intégré au Dialogue, pas en track parallèle ; subvention des coûts de participation ; livrables co-rédigés.
2. Pays les moins avancés (PMA) et économies africaines. L'expérimentation se fait dans le Sud, la monétisation ailleurs. Environ 15% des données africaines sont numérisées. Inclusion : feuille de route données autochtones et langues sous-représentées comme précondition structurelle, pas afterthought ; financement intégral de la participation des délégations PMA ; pilotes localisés (ex. APEBI Maroc) reconnus comme contributions formelles.
3. Communautés autochtones et systèmes de connaissances non-numérisés. Les modèles d'IA entraînés sur des données ne représentant pas la majorité de la population mondiale produisent des sorties qui ne servent pas cette population - argument de fonctionnalité, pas

seulement d'équité. Inclusion : protocoles de consentement et de souveraineté des données autochtones (CARE, OCAP) intégrés aux principes du Dialogue.

4. Régulateurs sectoriels du Sud (santé, finance, agriculture). Les régulateurs sectoriels qui appliqueront l'interopérabilité ne sont pas dans la salle de design. Inclusion : tracks sectoriels avec présence garantie de régulateurs hors-OCDE.

5. Femmes et jeunes professionnels des pays en développement, sous-représentés dans les délégations techniques IA. Inclusion : quotas transparents dans les groupes consultatifs techniques.

Q17. Formats d'engagement innovants

1. Démonstrations techniques live, pas de panels. Reproduire le format Geneva AI Trade Forum (12 février 2026) : crosswalks NIST<->EU AI Act exécutés en direct, mapping interactif des cadres EU/US/Chine/OCDE, démonstration de proofs-of-concept (CCIG Suisse, APEBI Maroc).

2. Sessions Chatham House pour le design technique. Positions non attribuables, environ 20 experts par session, convergence rapide sur les arbitrages sensibles. À séparer des plénières publiques de validation.

3. Sandboxes opérationnels pré-définis. Avant le Dialogue, chaque pays volontaire définit un cas d'usage concret (santé, douanes, agriculture, finance) avec scope, timeline, garanties, conditions d'exit. 3-5 pays volontaires, 8-10 systèmes IA chacun, KPIs de réduction des délais de déploiement (cible 30-40%).

4. Hackathons réglementaires entrepreneurs-régulateurs. 48-72h sur un cas concret de divergence, avec livrable : note technique co-signée. Brise le silo entrepreneurs/décideurs.

5. Plateforme open-source de contributions versionnées. Chaque contribution (ex. The Geneva Bridge) gérée comme un dépôt avec issues, pull requests, traçabilité des décisions. Bien public numérique transposable aux autres processus onusiens.

6. Tracks sectoriels parallèles avec rapporteurs croisés. Santé, douanes, finance, agriculture - chaque track avec rapporteur du Sud global, livrables sectoriels MC15-ready.

7. Briefings bilatéraux pré-Dialogue. Format déjà offert par GAIGI : cartes de positions personnalisées, talking points, drafts d'intervention pour les délégations qui le souhaitent.

=== BONNES PRATIQUES ET APPROCHES POLITIQUES ===

Q18. Exemples de politiques, plateformes et approches concrètes

1. The Geneva Bridge (GAIGI, février 2026) - mécanisme volontaire et neutre de mapping d'équivalences fonctionnelles entre cadres de gouvernance IA, ancre sur l'Article 6 OTC. Trois niveaux de certification calibres PME (1k-5k / 20k-50k / 50k-100k USD), niveau 1 entièrement subventionné pour les PMA. Liste d'exclusion souveraine (logique négative

inversee) avec retrait immediat et inconditionnel. Livrables : Q2 2026 matrice EU-Singapour et US-Japon ; Q4 2026 matrice v1.0 + guidance sectorielle sante/finance/agriculture.

2. Crosswalks NIST AI RMF <-> EU AI Act - outils operationnels demontres au Geneva AI Trade Forum (12 fevrier 2026). Demontrent environ 85% d'alignement fonctionnel sur documentation, testing, transparence, gestion des risques.

3. Article 7.4 de l'AFC OMC - risk management deja applique au scoring douanier IA : -30 a -60% d'inspections physiques (WCO 2025, Senegal SAGAR Ferdi WP46). Plateformes logistiques portuaires (Rotterdam PortXchange Pronto) : -20% temps d'attente. Modele reproductible.

4. Sovereign Exclusion List (logique negative inversee) - modele inspire des pratiques commerciales etablies : tout eligible sauf notification souveraine d'exclusion. Maximise l'espace reglementaire tout en garantissant la souverainete.

5. Validation track prive - CCIG Suisse (proof-of-concept Suisse) et APEBI Maroc (proof-of-concept Afrique du Nord) : modele de validation hors gouvernement replicable.

6. Format Geneva AI Trade Forum - Chatham House, environ 20 experts multi-regions, livrable consolide public, alimente directement le processus diplomatique.

7. Programme pilote 2026-2028 propose par GAIGI - 3-5 pays volontaires, 8-10 systemes IA chacun, KPIs verifiables (-30 a -40% delais), rapport d'impact pre-MC15, 100% support technique GAIGI sans financement OMC requis.

=== ANNEXES REFERENCEES ===

- The Geneva Bridge - AI Governance Interoperability: A Technical Mechanism for Inclusive and Sovereign Digital Trade. Brief for MC14 Yaounde, 26-29 March 2026. GAIGI, fevrier 2026.

- Summary Report - Geneva AI Trade Forum 2026. Geneva, 12 February 2026. Issued under Chatham House Rule.

Contact : Dr. Axel Mazolo, President / Founder - info@gaigi.ch - www.gaigi.org - Geneva, Switzerland